

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001094]

**18 JANUARI 2024. — Decreet houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het protocol inzake voorrechten en immuniteiten van de Benelux-Organisatie voor de Intellectuele Eigendom (merken en tekeningen of modellen), gedaan te Brussel op 6 december 2022 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het protocol tot wijziging van het protocol inzake voorrechten en immuniteiten van de Benelux-Organisatie voor de Intellectuele Eigendom (merken en tekeningen of modellen), gedaan te Brussel op 6 december 2022, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-  
Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

*Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 624-1 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 624-2  
Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 17 januari 2024.*

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001089]

**18 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les critères et les conditions de validité des communautés d'apprentissage professionnelles, modalité autre de formation professionnelle continue, en exécution de l'article 6.1.5-11, § 2, alinéa 2 du code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire (1)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, son article 6.1.5-11, § 2, alinéa 2 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC), article 26, § 2, 2° ;

Vu l'avis du Conseil de la formation professionnelle continue, donné le 7 septembre 2022 ;

Vu l'avis de la Commission de pilotage, donné le 18 octobre 2022 ;

Vu le « Test genre » du 1<sup>er</sup> mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 5 septembre 2023 ;

Vu le protocole de négociation du 12 septembre 2023 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu l'avis n° 74.706/2 du Conseil d'État, donné le 4 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1° « bénéficiaire de formation » : le bénéficiaire de formation visé à l'article 6.1.1-2, 2° et 3°, du Code de l'enseignement ;

2° « Code de l'enseignement » : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

3° « communauté d'apprentissage professionnelle » : la modalité de formation qui, à travers un équilibre entre la reconnaissance de l'expérience des praticiens et le recours à l'expertise, accorde une place décisive à la réflexion collective, à l'analyse de pratiques professionnelles entre pairs et à la collaboration en centrant les discussions sur le cœur du métier du bénéficiaire de formation, dans un cadre de soutien, respect et confiance ;

4° « portfolio » : l'outil de développement professionnel défini à l'article 6.1.6-7 du Code de l'enseignement ;

5° « responsable de la formation » : l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue, Wallonie-Bruxelles Enseignement, ou une fédération de pouvoirs organisateurs en fonction de la responsabilité qui leur est confiée conformément à l'article 6.1.3-3 du Code de l'enseignement.

#### CHAPITRE 2. — *Des communautés d'apprentissage professionnelles*

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Pour être reconnue comme une modalité de formation professionnelle continue au sens de l'article 6.1.5-11, § 2, alinéa 2, du Code de l'enseignement, une communauté d'apprentissage professionnelle doit garantir la rencontre de l'ensemble des critères suivants :

- 1° une implication dans une collaboration sur la base d'un partage de pratiques professionnelles ;
- 2° une durée et un mode d'organisation spécifiques ;
- 3° un cadre adapté présentant les conditions propices à l'échange et favorisant les conditions d'expression de chaque participant ;
- 4° un caractère inter-écoles et/ou inter-centres PMS et/ou inter-pôles territoriaux ;
- 5° une posture spécifique du formateur-animateur ;
- 6° le recours à une expertise, de nature académique, professionnelle ou de nature scientifique ;
- 7° un travail au sein de la communauté d'apprentissage professionnelle centré sur l'élève et s'appuyant sur des pratiques concrètes ;
- 8° la définition, par le groupe, d'objectifs explicites et des productions spécifiques et concrètes ;
- 9° la mobilisation de démarches de réflexivité.

Les paragraphes 2 à 10 fixent les conditions à remplir pour répondre aux critères visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le responsable de la formation doit, lorsqu'il organise une communauté d'apprentissage professionnelle, répondre à ces conditions.

§ 2. Afin de répondre au critère relatif à l'implication dans une collaboration sur la base d'un partage de pratiques professionnelles visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à répondre aux conditions suivantes :

- 1° l'inscription s'opère uniquement sur la base d'un choix volontaire par rapport à la modalité de formation ;
- 2° les conditions d'inscription engagent les bénéficiaires de formation à :
  - a) suivre la formation dans son intégralité conformément à l'article 6.1.3-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ;
  - b) respecter la confidentialité des échanges et des traces concrètes déposées durant la formation ;
  - c) formaliser une convention entre les co-auteurs visant à couvrir les productions créées dans le cadre de la communauté d'apprentissage professionnelle par une licence régissant les conditions de réutilisation et de distribution d'œuvres, qui prévoira au minimum une autorisation de partager, distribuer et reproduire, à des fins non commerciales, avec mention des auteurs, sans possibilité d'en modifier le contenu.

§ 3. Afin de répondre au critère relatif à la durée et au mode d'organisation spécifiques visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à répondre aux conditions suivantes :

- 1° être organisée sur une ou deux années scolaires consécutives avec un étalement des rencontres de manière à favoriser les allers-retours entre l'espace de réflexion collective de la communauté d'apprentissage professionnelle et les essais sur le terrain du participant avec un minimum de 6 demi-jours et un maximum de 14 demi-jours ;
- 2° être organisée principalement en présentiel. Les experts peuvent intervenir en visio-conférence.

§ 4. Afin de répondre au critère relatif au cadre adapté présentant les conditions propices à l'échange et favorisant les conditions d'expression de chaque participant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à assurer la participation d'un minimum de 8 bénéficiaires de formation et d'un maximum de 18 bénéficiaires de formation.

§ 5. Afin de répondre au critère relatif au caractère inter-écoles et/ou inter-centres PMS et/ou inter-pôles territoriaux visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à assurer la participation de bénéficiaires de formation issus d'au moins deux écoles, centres PMS ou pôles territoriaux différents.

§ 6. Afin de répondre au critère relatif à la posture spécifique du formateur-animateur visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à être animée par un formateur-animateur qui a préalablement suivi la formation spécifique au dispositif des communautés d'apprentissage professionnelles visée à cet article et qui est désignée par un opérateur de formation visé à l'article 6.1.7-1 du Code de l'enseignement pour assurer l'animation d'une communauté d'apprentissage professionnelle.

Le responsable de la formation confie l'animation d'une communauté d'apprentissage professionnelle à un formateur-animateur qui démontre avoir suivi une formation comprenant au moins les éléments suivants :

- 1° les éléments théoriques principaux du concept de communauté d'apprentissage professionnelle, ainsi que les conceptions de l'apprentissage sous-jacentes au concept ;
- 2° le mode de fonctionnement du dispositif que représentent les communautés d'apprentissage professionnelles et la dynamique sous-jacente ;
- 3° les techniques de facilitation et d'animation qui permettent d'accompagner un collectif de professionnels et d'encourager la dynamique et le partage entre les participants ;
- 4° l'expérimentation d'outils de collaboration, mais aussi d'outils de réflexivité ;
- 5° l'appropriation de la posture spécifique de formateur-animateur de communauté d'apprentissage professionnelle.

Pour ce faire, les responsables de formation identifient et communiquent à l'Administration générale de l'Enseignement les candidats formateurs-animateurs destinés à dispenser des formations sous la forme de communautés d'apprentissage professionnelles au niveau interréseaux ou au niveau réseau. Ces candidats doivent suivre :

1° une formation organisée par l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue en application de l'article 26, § 2, 2°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC). Cette formation répond aux conditions fixées à l'alinéa 2 et doit être suivie au moins à concurrence de 75 pourcents du temps de formation pour peu que les 25 % de temps d'absence soient justifiés par une circonstance exceptionnelle indépendante de la volonté du membre du personnel ou pour une raison médicale ;

2° une supervision assurée par le responsable de la formation. Celui-ci assure la supervision des formateurs-animateurs qui dépendent de lui pour au moins une année complète. Cette supervision suit la formation visée au 1° et vise à soutenir le développement professionnel des formateurs-animateurs et à réguler leurs pratiques.

À la demande du responsable de formation, l'Administration générale de l'Enseignement peut dispenser le formateur-animateur de suivre la formation visée à l'alinéa 3, 1°, s'il est démontré qu'il dispose d'une expérience d'au moins cinq années dans l'animation de communautés d'apprentissages professionnelles. Cette expérience doit démontrer la maîtrise des éléments visés à l'alinéa 2.

L'Administration générale de l'Enseignement tient à disposition des responsables de formations la liste des formateurs-animateurs qui ont suivi la formation ou qui en ont été dispensés.

§ 7. Afin de répondre au critère relatif au recours à une expertise, de nature académique, professionnelle ou de nature scientifique visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à recourir :

1° à l'intervention d'un expert académique ;

2° et/ou à l'intervention d'un acteur choisi au titre de son expertise professionnelle, laquelle est en lien avec la thématique abordée au sein de la communauté d'apprentissage professionnelle ;

3° et, lorsque l'impossibilité des options visées au 1° ou 2° est démontrée, à la mobilisation de la littérature scientifique étayant les objectifs explicitement définis en début de formation. La littérature scientifique peut toujours être mobilisée complémentirement aux options visées au 1° et 2°.

L'expertise visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ne peut pas émaner du formateur-animateur ou des participants de la communauté d'apprentissage professionnelle.

§ 8. Afin de répondre au critère relatif au travail au sein de la communauté d'apprentissage professionnelle centré sur l'élève et s'appuyant sur des pratiques concrètes visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à avoir comme objectif principal le développement des pratiques professionnelles en vue de l'amélioration des apprentissages des élèves, l'accompagnement du parcours scolaire des élèves et/ou du développement des élèves en se centrant sur ceux-ci à partir de pratiques réelles.

§ 9. Afin de répondre au critère relatif à la définition, par le groupe, d'objectifs explicites et des productions spécifiques et concrètes visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à ce que l'ensemble des bénéficiaires de formation définissent un ou des objectifs explicites à atteindre dès le début la formation. La communauté d'apprentissage professionnelle doit déboucher sur une production concrète générée collectivement par les bénéficiaires de formation.

Cette production est communiquée au responsable de la formation et, à sa demande, à l'Administration générale de l'Enseignement. Elle peut être rendue publique avec l'accord de l'ensemble des bénéficiaires de formation qui ont participé à sa réalisation.

§ 10. Afin de répondre au critère relatif à la mobilisation de démarches de réflexivité visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, la communauté d'apprentissage professionnelle doit être organisée de manière à prévoir dans le temps de formation des moments dévolus à une démarche réflexive individuelle et collective, en mobilisant différents outils de réflexivité individuelle et collective, par exemple le portfolio et en prévoyant des activités à cet effet.

### CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 26 août 2024.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la formation visée à l'article 2, § 6, peut être organisée à partir du 15 mai 2024

**Art. 4.** Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 janvier 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports  
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001089]

**18 JANUARI 2024. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de criteria en de voorwaarden voor geldigheid van de professionele leergemeenschappen, andere nadere regel dan de voortgezette beroepsopleiding, ter uitvoering van artikel 6.1.5-11, § 2 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.5-11, § 2, tweede lid;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende het "Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC)", artikel 26, § 2, 2° ;

Gelet op het advies van de Raad voor voortgezette beroepsopleiding, gegeven op 7 september 2022;

Gelet op het advies van de Sturingscommissie, gegeven op 18 oktober 2022;

Gelet op de « gendertest » van 1 maart 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 mei 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juni 2023;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandelingen in het onderhandelingscomité van Sector IX, het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel die onder deze overheid ressorteren, gesloten op 5 september 2023;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 12 september 2023 met het onderhandelingscomité tussen de Regering en Wallonie Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het advies nr. 74.706/2 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** In dit besluit wordt verstaan onder :

1° « begunstigde van de opleiding » : de begunstigde van de opleiding bedoeld in artikel 6.1.1-2, 2° en 3°, van het Wetboek voor het onderwijs;

2° « Wetboek voor het onderwijs » : het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

3° « professionele leergemeenschap » : de nadere regel voor de opleiding die, door een evenwicht tussen de erkenning van de ervaring van beoefenaars en het gebruik van expertise, een beslissende plaats geeft aan collectieve reflectie, de analyse van beroepspraktijken tussen collega's en samenwerking om de discussies te concentreren op de kern van de taak van de begunstigde van de opleiding, binnen een kader van steun, respect en vertrouwen;

4° « portfolio » : hulpmiddel voor beroepsontwikkeling bepaald in artikel 6.1.6-7 van het Wetboek voor het onderwijs;

5° « verantwoordelijke van de opleiding » : het "Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue", Wallonie-Bruxelles Enseignement, of een federatie van inrichtende machten in functie van de verantwoordelijkheid die hen wordt toevertrouwd overeenkomstig artikel 6.1.3-3 van het Wetboek voor het onderwijs.

HOOFDSTUK 2. — *Professionele leergemeenschappen*

**Art. 2.** § 1. Om erkend te worden als programma van voortgezette beroepsopleiding in artikel 6.1.5-11, § 2, tweede lid van het Wetboek voor het onderwijs moet een professionele leergemeenschap garanderen dat aan alle volgende criteria wordt voldaan :

1° een betrokkenheid bij samenwerking gebaseerd op het delen van beroepspraktijken;

2° een specifieke duur en wijze van organisatie;

3° een geschikt kader dat voorwaarden biedt die bevorderlijk zijn voor de uitwisseling en het bevorderen van de voorwaarden voor expressie van elke deelnemer;

4° een karakter interschool en/of inter-PMS centra en/of territoriale interpolen;

5° een specifieke houding van de opleider-animator;

6° het gebruik van expertise, ongeacht of deze academisch, professioneel of wetenschappelijk van aard is;

7° een werk binnen de professionele leergemeenschap waarbij de leerling centraal staat en die op concrete praktijken gebaseerd is;

8° de definitie, door de groep, van expliciete doelstellingen en specifieke en concrete producties;

9° de mobilisatie van reflexiviteitsbenaderingen.

De paragrafen 2 tot 10 bepalen de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om aan de criteria bedoeld in het eerste lid te voldoen. De verantwoordelijke van de opleiding moet bij het organiseren van een professionele leergemeenschap aan deze voorwaarden voldoen.

§ 2. Om te voldoen aan het criterium van betrokkenheid bij een samenwerking op basis van het delen van beroepspraktijken bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, moet de professionele leergemeenschap zodanig georganiseerd zijn dat ze aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de inschrijving vindt uitsluitend plaats op basis van een vrijwillige keuze met betrekking tot het programma van de opleiding;

2° de inschrijvingsvoorwaarden verplichten de begunstigden van de opleiding om :

- a) de opleiding in zijn geheel te volgen overeenkomstig artikel 6.1.3-1, § 1, derde lid;
- b) de vertrouwelijkheid na te leven van de uitwisselingen en de concrete sporen die tijdens de opleiding worden achtergelaten;

c) een overeenkomst tussen coauteurs te formaliseren die erop gericht is producties die in het kader van de professionele leergemeenschap worden gecreëerd te dekken door een licentie die de voorwaarden voor hergebruik en verspreiding van werken regelt, die op zijn minst een toestemming tot delen, verspreiden en reproduceren zal bieden voor niet- commerciële doeleinden, met vermelding van de auteurs, zonder de mogelijkheid om de inhoud te wijzigen.

§ 3. Om te voldoen aan het criterium van specifieke duur en wijze van organisatie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, moet de professionele leergemeenschap zodanig georganiseerd zijn dat ze aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° georganiseerd worden over één of twee opeenvolgende schooljaren, waarbij de bijeenkomsten zodanig zijn gespreid dat er heen en weer wordt gewisseld tussen de collectieve reflectieruimte van de professionele leergemeenschap en de veldproeven van de deelnemer, met een minimum van 6 halve dagen en een maximum van 14 halve dagen;

2° hoofdzakelijk persoonlijk worden georganiseerd. Deskundigen kunnen tussenkomen via videoconferentie.

§ 4. Om te voldoen aan het criterium met betrekking tot het aangepaste kader dat voorwaarden biedt die bevorderlijk zijn voor de uitwisseling en het bevorderen van de voorwaarden voor expressie van elke deelnemer bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, moet de professionele leergemeenschap zodanig georganiseerd zijn dat de deelname garanderen van minimaal 8 begunstigden van de opleiding en maximaal 18 begunstigden van de opleiding.

§ 5. Om te voldoen aan het criterium met betrekking tot het karakter interschool en/of inter-PMS centra en/of territoriale interpolen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4°, moet de professionele leergemeenschap zodanig georganiseerd zijn om de deelname van de begunstigden van de opleiding van ten minste twee verschillende scholen, PMS-centra of territoriale polen te garanderen.

§ 6. Om te voldoen aan het criterium met betrekking tot de specifieke houding van de opleider-facilitator bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 5°, moet de professionele leergemeenschap zodanig georganiseerd zijn dat zij geleid wordt door een opleider-facilitator die de opleiding eerder heeft gevolgd die specifiek is voor het systeem van de professionele leergemeenschap bedoeld in dit artikel en die is aangewezen door een opleidingsoperator bedoeld in artikel 6.1.7-1 van het Wetboek voor het onderwijs om het functioneren van een professionele leergemeenschap te verzekeren.

De verantwoordelijke van de opleiding vertrouwt het faciliteren van een professionele leergemeenschap toe aan een opleider-facilitator die aantoonbaar een opleiding gevolgd te hebben die minstens de volgende elementen omvat :

1° de belangrijkste theoretische elementen van het concept van de professionele leergemeenschap, evenals de opvattingen over leren die aan het concept ten grondslag liggen;

2° de werkwijze van het systeem dat wordt vertegenwoordigd door professionele leergemeenschappen en de onderliggende dynamiek;

3° facilitatie- en animatietechnieken die het mogelijk maken een collectief van professionals te ondersteunen en dynamiek en uitwisseling tussen deelnemers te bevorderen;

4° het experimenteren met samenwerkingshulpmiddelen, maar ook met reflexiviteitshulpmiddelen;

5° het zich toe-eigenen van de specifieke houding van opleider-facilitator van een professionele leergemeenschap.

De verantwoordelijken van de opleiding identificeren en delen aan de Algemene Administratie Onderwijs de kandidaten-opleiders-facilitators mee die bedoeld zijn om opleidingen te geven in de vorm van professionele leergemeenschappen op netoverschrijdend niveau of op netwerk niveau. Deze kandidaten moeten het volgende volgen :

1° een opleiding georganiseerd door het "Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue" (Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding) met toepassing van artikel 26, § 2, 2° van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC). Deze opleiding voldoet aan de voorwaarden bepaald in het tweede lid en moet voor minimaal 75 procent van de opleidingstijd gevolgd te worden, met dien verstande dat de 25% afwezigheid gerechtvaardigd is door een uitzonderlijke omstandigheid die buiten de wil van het personeelslid ligt of vanwege een medische reden;

2° begeleiding door de opleidingsmanager. Hij controleert minimaal een jaar lang de opleiders-facilitators die van hem afhankelijk zijn. Dit toezicht sluit aan bij de opleiding bedoeld in 1° en heeft tot doel de professionele ontwikkeling van opleiders-facilitators te ondersteunen en hun praktijken te reguleren.

Op verzoek van de verantwoordelijke van de opleiding kan de Algemene Administratie Onderwijs de opleider-facilitator vrijstellen van het volgen van de opleiding bedoeld in het derde lid, 1°, indien wordt aangetoond dat hij ten minste vijf jaar ervaring heeft met het faciliteren van de professionele leergemeenschappen. Deze ervaring moet aantonen dat de elementen bedoeld in het tweede lid beheerst zijn.?

De Algemene Administratie Onderwijs stelt aan de verantwoordelijken van de opleiding de lijst ter beschikking van de opleiders-facilitators die de opleiding hebben gevolgd of die ervan vrijgesteld waren.

§ 7. Om te voldoen aan het criterium betreffende het beroep op een expertise, van academische, professionele of wetenschappelijke aard bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 6°, moet de professionele leergemeenschap zodanig georganiseerd zijn dat ze een beroep kan doen op :

1° de tussenkomst van een academische deskundige;

2° En/of de tussenkomst van een actor gekozen vanwege zijn professionele expertise, aansluitend bij het thema dat binnen de professionele leergemeenschap aan bod komt;

3° en, wanneer de onmogelijkheid van de opties bedoeld in 1° of 2° wordt aangetoond, op het mobiliseren van wetenschappelijke literatuur ter ondersteuning van de doelstellingen die expliciet bij aanvang van de opleiding zijn vastgelegd. Naast de opties bedoeld in 1° en 2° kan steeds gebruik worden gemaakt van wetenschappelijke literatuur.

De expertise bedoeld in het eerste lid, 1° en 2° kan niet afkomstig zijn van de opleider-facilitator of van de deelnemers van de professionele leergemeenschap.

§ 8. Om te voldoen aan het criterium met betrekking tot het werken binnen de professionele leergemeenschap waarin de leerling centraal staat en gebaseerd is op concrete praktijken bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 7°, moet de professionele leergemeenschap zo georganiseerd zijn dat zij als voornaamste doelstelling de ontwikkeling van professionele praktijken met het oog op het verbeteren van het leren van leerlingen, het ondersteunen van het schooltraject van leerlingen en/of de ontwikkeling van leerlingen door daarop te concentreren op basis van reële praktijken.

§ 9. Om te voldoen aan het criterium met betrekking tot de definitie, door de groep, van expliciete doelstellingen en specifieke en concrete producties bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 8°, moet de professionele leergemeenschap zo georganiseerd zijn dat alle begunstigden van de opleiding vanaf het begin van de opleiding een of meer expliciete doelstellingen definiëren die moeten worden bereikt. De professionele leergemeenschap moet leiden tot concrete productie die collectief door de begunstigden van de opleiding wordt gegenereerd.

Deze productie wordt meegedeeld aan de verantwoordelijke van de opleiding en, op zijn verzoek, aan de Algemene Administratie van het Onderwijs. Zet kan openbaar worden gemaakt met instemming van alle begunstigden van de opleiding die aan de totstandkoming ervan hebben deelgenomen.

§ 10. Om te voldoen aan het criterium met betrekking tot de mobilisatie van reflexiviteitsbenaderingen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 9°, moet de professionele leergemeenschap zodanig georganiseerd zijn dat er tijdens de opleiding wordt voorzien voor momenten gewijd aan een individuele reflectieve benadering en collectief, door verschillende instrumenten van individuele en collectieve reflexiviteit te mobiliseren, bijvoorbeeld het portfolio, en door activiteiten voor dit doel te plannen.

### HOOFDSTUK 3. — *Slopbepalingen*

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 26 augustus 2024.

In afwijking van het eerste lid kan de opleiding bedoeld in artikel 2, § 6, vanaf 15 mei 2024 georganiseerd worden.

**Art. 4.** De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 januari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001093]

**18 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision du 30 juin 2023 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel subventionné fixant le devoir de connexion et le droit à la déconnexion des membres du personnel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les articles 95 et 97 ;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel subventionné de rendre obligatoire la décision du 30 juin 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel subventionné du 30 juin 2023 fixant le devoir de connexion et le droit à la déconnexion des membres du personnel, ci-annexée, est rendue obligatoire.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

**Art. 3.** La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 janvier 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports  
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P. – Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,

C. DESIR